

ÉLITES, POUVOIR ET RÉGULATION À MADAGASCAR

Une lecture de l'histoire à l'aune de l'économie politique

Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, Jean-Michel Wachsberger

De Boeck Supérieur | « Afrique contemporaine »

2014/3 n° 251 | pages 25 à 50

ISSN 0002-0478

ISBN 9782804193249

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2014-3-page-25.htm>

Pour citer cet article :

Mireille Razafindrakoto *et al.*, « Élités, pouvoir et régulation à Madagascar. Une lecture de l'histoire à l'aune de l'économie politique », *Afrique contemporaine* 2014/3 (n° 251), p. 25-50.

DOI 10.3917/afco.251.0025

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Élites, pouvoir et régulation à Madagascar

Une lecture de l'histoire à l'aune de l'économie politique

Mireille Razafindrakoto
François Roubaud
Jean-Michel Wachsberger

Cet article vise à fournir un cadre interprétatif de la trajectoire malgache sur le long terme en retraçant les nœuds structurants de son économie politique. La concomitance de périodes d'expansion économique et de crises politiques laisse en effet supposer qu'une des sources essentielles des difficultés rencontrées par le pays est sa faible capacité à instaurer un consensus politique stable autour des processus d'accumulation et des modes de répartition des richesses. Dans cette hypothèse, la compréhension de la trajectoire malgache passe par une relecture de l'histoire longue en vue de mettre en évidence, de la période coloniale à nos jours, les principaux acteurs, les sources de pouvoir et de richesse, les modes de régulation économique et sociale et les contradictions du système. Nous distinguons six grandes périodes, chacune séparée par une nette rupture qui ne réussit pas à en résoudre les principales contradictions.

Mots clés : Madagascar – Économie politique – Crise – Répartition des richesses



La trajectoire économique de long terme de Madagascar est un mystère, qui au-delà du cas spécifique interroge plus largement les ressorts des divergences de développement observées au niveau mondial. Non seulement le PIB par tête n'a cessé de reculer depuis l'indépendance, mais à chaque fois que le pays s'est engagé sur un sentier de croissance, celle-ci a été brutalement interrompue par une crise de nature sociopolitique, venant mettre à bas les espoirs qu'elle avait suscités (Razafindrakoto *et al.*, 2014). La concomitance de périodes d'expansion économique et de crises politiques laisse ainsi supposer qu'une des sources essentielles des difficultés rencontrées par le pays est sa faible capacité à instaurer un consensus politique

Mireille Razafindrakoto est directrice de recherche à l'IRD-DIAL.

François Roubaud est directeur de recherche à l'IRD-DIAL.
Jean-Michel Wachsberger est

maître de conférence en sociologie à l'université de Lille-3.

stable autour des processus d'accumulation et des modes de répartition des richesses. Une telle hypothèse invite alors à opérer une relecture de l'histoire longue en appliquant une grille d'analyse d'économie politique : quels sont les acteurs en présence à chaque période et quels liens entretiennent-ils les uns aux autres, quelles sont les principales sources de pouvoir et de richesse, quelles sont les institutions qui contribuent à la régulation sociale, quelles sont les contradictions du système ?

S'il existe de nombreux ouvrages portant sur l'histoire et la société malgache, très peu d'entre eux ont adopté une telle perspective. Le plus souvent, l'histoire culturelle, l'histoire économique (elle-même singulièrement lacunaire) et l'histoire politique sont traitées de façon indépendante les unes des autres. Rares sont par ailleurs les travaux qui produisent une analyse de très long terme. Le texte que nous présentons ici se veut une réponse à ces limites. En mobilisant les principales catégories de l'économie politique, il opère une relecture de ces travaux et les utilise pour en extraire ce qui nous semble être les nœuds structurants de la trajectoire malgache. Se faisant, il se situe dans le droit fil d'une série de recherches récentes menées par des économistes dans cette même perspective (North *et al.*, 2009 et 2012 ; Khan, 2010). Cette relecture de l'histoire malgache nous conduit alors à distinguer six grandes périodes, marquant chacune une nette rupture avec celle qui précède, tout en maintenant certaines caractéristiques des précédentes et sans réussir pour autant à en résoudre les principales contradictions. Chaque période est caractérisée par un renouvellement relatif de la coalition élitaire au pouvoir, du mode de production et d'extraction des richesses et des caractéristiques de son système politique et de régulation sociale¹. Chacune d'entre elle est aussi marquée par une crise politique majeure qui en révèle ses contradictions et en précipite la fin. Si on exclut la dernière dont on ne connaît pas encore le terme, ces périodes sont de plus en plus courtes, ce qui indique que les régimes qui se succèdent arrivent de moins en moins à assurer leur stabilité.

La première période est celle de la constitution de l'État *merina*. Dans le cadre de cet article, n'ont été retenus de l'analyse historique que les éléments qui nous ont semblé être structurants et marquer de leur empreinte l'histoire longue : l'hégémonie *merina*, le mode de production asiatique, la structuration sociale en groupes statutaires et la symbolique du pouvoir supportant la théologie politique. La deuxième période, qui s'ouvre en 1895 avec la colonisation française et se termine avec la crise de 1972, hérite en partie des traits précédents mais est aussi profondément marquée par la colonisation et la première indépendance. Elle se traduit par la domination des intérêts français, la montée

1. L'expression est ici prise dans un sens commun. Si on peut y voir une référence à l'école de la régulation, nous n'avons cependant pas repris dans cette étude ses concepts (mode de régulation,

régime d'accumulation, formes institutionnelles).

2. La distinction sociale entre blancs (*fotsy*) et noirs (*mainity*) se retrouve sur tout le territoire malgache. Ces termes ne sont

pas de pures dénominations symboliques mais renvoient aussi à des différences de couleur de peau et d'origine (Razafindralambo, 2005a et 2005b ; Ramamonjisoa, 1984).

des élites côtières et l'essor d'une économie de traite. La troisième période, 1972-1991, est celle de la malgachisation de l'économie, de la promotion d'élites méritocratiques et du développement de la rente étatique. La quatrième période, qui débute après la crise de 1991 et se termine par la crise de 2002, est le temps d'une relative ouverture, tant économique que politique, facteur de développement et d'expression de nouveaux acteurs mais aussi source d'instabilité. La cinquième époque, qui se termine avec le coup d'État de 2009, est caractérisée par la tentative d'accaparement de tous les pouvoirs (économique, politique et symbolique) par le chef d'État en place et ses affidés. La sixième période est encore en cours. Elle est marquée jusqu'à présent par l'incapacité des élites au pouvoir à constituer une coalition stable, à contrôler la violence et contrer les dérives mafieuses.

Du XVIII^e siècle à 1895 : le développement de l'État

L'histoire de Madagascar comme entité politique et culturelle précède nettement la période coloniale. L'unification linguistique et culturelle (pratiques sociales, valeurs sociopolitiques) fut en effet en partie réalisée bien avant l'unification politique. Quant à l'unification politique, elle fut ébauchée dès la fin du XVIII^e siècle par l'extension du royaume *merina* sous le règne d'Andrianampoinimerina. Celui-ci stabilisa son empire en nouant des alliances avec les royaumes voisins les plus puissants. Il s'assura également la loyauté des populations sous son contrôle d'une part en mettant en place une véritable religion d'État basée sur la constitution d'un « panthéon national » (Raison-Jourde, 1991) d'objets magiques et le renforcement symbolique de l'image du souverain comme entité exceptionnelle, et d'autre part en leur garantissant sa protection contre la traite esclavagiste. En échange de cette dernière, les paysans devaient alors non seulement payer des taxes mais aussi fournir au souverain des prestations de toute sorte et notamment contribuer aux travaux d'aménagement collectifs agricoles tels que la construction de digues et de systèmes d'adduction d'eau. Ce qui ressemble au mode de production asiatique, décrit en leur temps par Karl Marx et Friedrich Engels, conduisit à une extension des productions rizicoles dans les plaines marécageuses (Raison, 1973), fixant en retour les populations sur leurs terres. Les successeurs d'Andrianampoinimerina poursuivirent l'institutionnalisation de l'État en développant une administration bureaucratique, instaurant une armée de métier puis un service militaire, fixant un code de lois ou encore nommant des gouverneurs dans les régions contrôlées.

La société *merina* était extrêmement hiérarchisée. La structure sociale distinguait plusieurs groupes statutaires parfois appelés castes. Au sommet de cette hiérarchie se situaient les *andriana* (nobles), parents du roi, en dessous les *hova* (roturiers blancs) qui fournissaient l'encadrement militaire et administratif du royaume, puis les *mainty* (roturiers noirs)² et, en bas de la hiérarchie sociale, les esclaves (*andevo*). C'est cette « mystification culturelle » qui permettait de dissimuler « l'exploitation sans scrupule d'une grande masse de

sujets par une minorité de souverains » sous l'apparence d'un « système harmonieux, ordonné, échelonné selon une hiérarchie qui ne présente aucune rupture sociale prononcée » (Bloch, 1983). La grande majorité de la population des régions sous contrôle demeurait non seulement exclue du partage des richesses mais encore, soit en esclavage soit soumise à la pression de l'enrôlement militaire ou du travail forcé.

De 1895 à 1972 : le bouleversement colonial et la Première République

1895-1960 : le moment colonial, politique des races et économie de traite. La période coloniale vint modifier en profondeur cet ordre politique et social. La monarchie fut abolie, l'esclavage interdit et un demi-million d'esclaves libérés. Le général Gallieni, nommé gouverneur militaire, eut à charge de mettre en œuvre la politique coloniale française. Il instaura un impôt direct (de capitation et sur le bétail) qu'il appelait l'« impôt moralisateur » du fait qu'il était censé, comme stimulant au travail, générer de nouveaux comportements. Il institua également un système de corvée qui donna suite en 1926 au SMOTIG (service de la main-d'œuvre pour les travaux d'intérêt général). Ce faisant, il ne faisait que prolonger, sous d'autres noms, le système de ponction sur les paysans instauré précédemment par l'État *merina*.

Pour étendre son emprise sur l'ensemble de l'île, il mit en place une « politique des races ». Cette politique d'administration indirecte eut pour conséquence de redonner du pouvoir aux élites politiques « côtières³ » traditionnelles. Néanmoins, en raison de leur niveau d'alphabétisation supérieur et de leur expérience administrative antérieure, les « grandes familles⁴ » *merina* continuèrent d'occuper les principales fonctions administratives. Enfin, il amorça une politique de scolarisation en vue de faciliter les relations des populations avec le nouveau pouvoir (*fanjakana*) et de répondre à ses besoins (Hugon, 1976 ; Goguel, 2006). Ce système scolaire permit alors l'émergence d'une nouvelle élite méritocratique, parfois recrutée en dehors du monde des élites traditionnelles.

3. Le terme « côtier » est appliqué depuis la colonisation pour caractériser les membres des ethnies non originaires des hautes terres, quand bien même elles n'auraient pas d'accès à la mer.

4. Cette expression est couramment employée à Madagascar pour se référer à des familles d'origine statutaire élevée et dont l'influence remonte aux premiers temps de l'État malgache, ce qui leur accorde une forme de légitimité sociale.

5. On l'a rappelé dans l'introduction de ce dossier, les variations de la croissance, qui synthétisent un

ensemble d'évolutions économiques, constituent un révélateur du mystère malgache. De manière générale, dans les PED, il est difficile de disposer d'informations précises et fiables sur la croissance (Jerven, 2013). Dans le cas de Madagascar, une triangulation des sources, en mobilisant notamment les enquêtes consommation et en les comparant aux données des comptes nationaux, confirme cependant bien que les évolutions de la croissance que nous présentons ne sont pas des artefacts statistiques (Razafindrakoto, Roubaud, 2002,

2010). Mais la croissance est un indicateur imparfait du développement. Dans ce texte, nous ne traitons donc pas des aspects économiques uniquement au prisme de la croissance. Nous nous sommes en effet efforcés de recueillir le maximum d'informations économiques mais force est de constater qu'elles restent lacunaires pour certaines périodes et qu'un travail de recherche est encore à faire de ce côté.



Un camp de travail du SMOTIG. Cette photographie a été prise le 25 juin 1930 à Tanambova au nord-est de Tuléar (sud-ouest de Madagascar). Elle représente un camp de travailleurs du SMOTIG (Service de main-d'œuvre et des travaux d'intérêt général) avec ses baraquements alignés, entourés de barbelés. Créé en 1926, après la création des Offices de la main-d'œuvre, le SMOTIG est une forme de travail forcé qui complète jusqu'en 1937 le système des prestations (nombre de journées de travail obligatoire pour l'administration publique) en mettant au travail les conscrits non retenus par le service militaire. La politique d'« aménagement » des territoires coloniaux, appelée politique de « mise en valeur des colonies » chère aux théories du ministre des Colonies Albert Sarrault, s'appuyait sur la mise au travail forcé des populations. Cette photographie est issue des fonds d'archives photographiques de l'Agence nationale d'information « TARATRA » (agence ANTA) à Antananarivo. En 1931, le gouverneur général Léon Cayla crée à Tananarive un Service photographique et cinématographique. Après la Seconde Guerre mondiale, en 1946, a été créé à Ambohidahy un Service photo de l'information sous l'égide du gouverneur général De Coppet qui avait mis sur pied un Service général de l'information. En 1977, les archives du Service photo de l'information ont été officiellement transférées à l'Agence nationale d'information « TARATRA » (ANTA), nouvellement créée sous la Deuxième République. Elle forme un total de près de 400 000 photos et clichés et représente un patrimoine national unique en matière de photographie puisqu'elle détient la quasi-totalité des archives photographiques nationales. Une partie de ces archives est détenue par d'autres fonds : le fonds Grandidier et le Foibe Taontsarin-tanin'i Madagasikara (FTM).
Photo de l'agence ANTA à Antananarivo, Album SMT, n° 1, 25 juin 1930.

Sur le plan économique, l'administration coloniale s'efforça d'appliquer la doctrine française de la « mise en valeur » de l'île en incitant les colons à s'y établir, en ouvrant au commerce extérieur de la France, en relançant la culture du riz et en introduisant de nouvelles cultures, et en facilitant les déplacements intérieurs (routes et chemin de fer). Cette organisation ne permit pourtant qu'un accroissement limité des richesses produites⁵. « L'impôt moralisateur », loin de stimuler la production, pesa sur les populations rurales et réduisit du même coup les débouchés pour les produits importés, tandis que le recours au travail forcé limitait la main-d'œuvre disponible pour l'exploitation agricole. Les activités économiques les plus florissantes restèrent alors les activités commerciales,

dominées par un petit nombre de grandes compagnies françaises (Gendarme, 1960). La « mise en valeur », déboucha ainsi sur une économie de traite ne modifiant pas une société agraire en grande partie autarcique mais creusant au contraire le gouffre entre une petite oligarchie et le reste de la population.

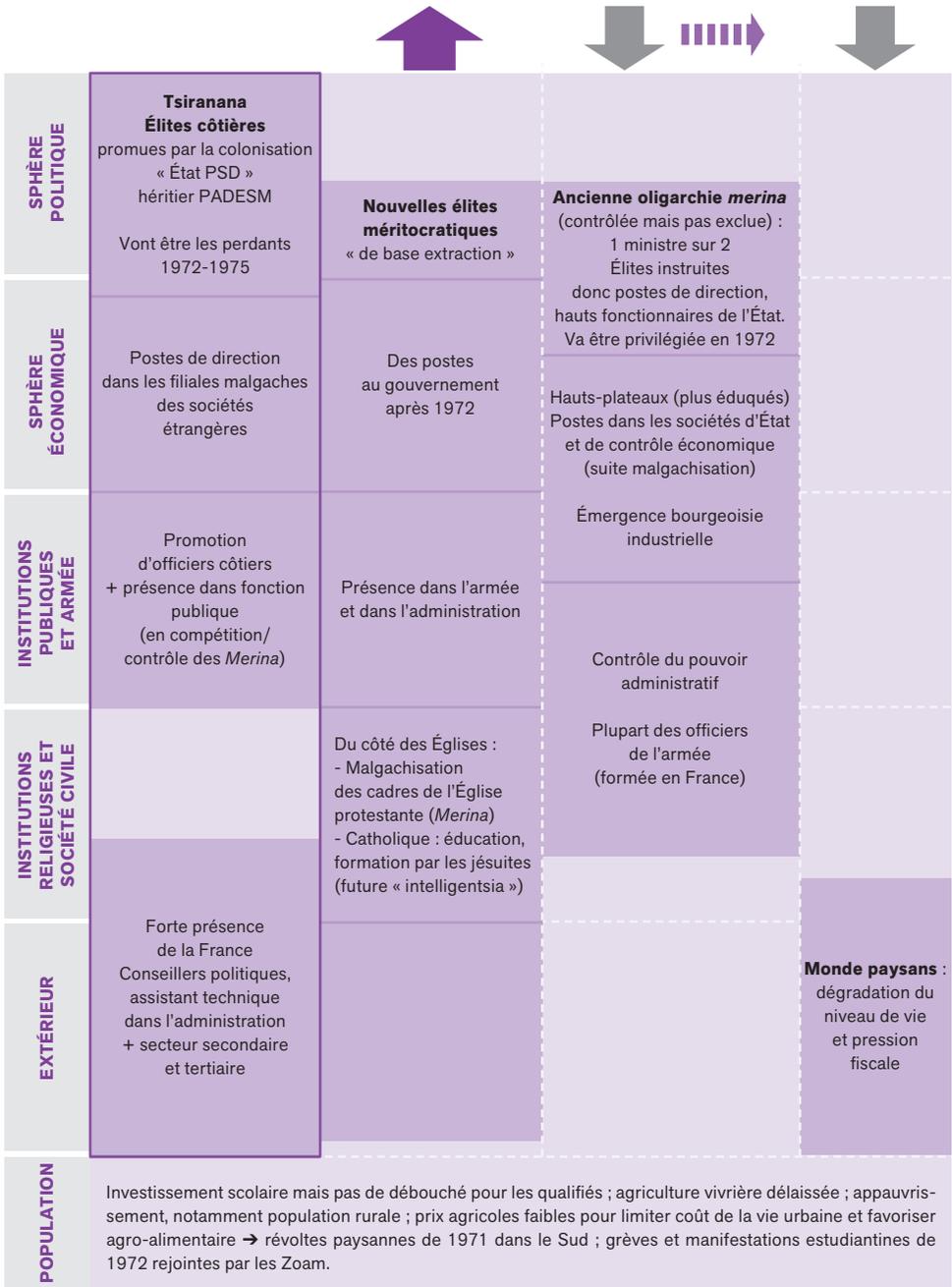
Les principes d'organisation du système colonial portaient en germe les éléments propices à l'émergence de mouvements nationalistes : la politique coloniale, réduisant le pouvoir des « grandes familles », les poussaient à s'organiser politiquement ; l'extension de la scolarisation avait fait naître de nouvelles aspirations ; l'État colonial enfin ne bénéficiait d'aucune forme de légitimité symbolique auprès des populations, tout en maintenant sur elles les mêmes pressions que l'État *merina*. C'est ainsi que se développèrent, dès le début du xx^e siècle, des organisations anticoloniales qui se constituèrent en partis après la seconde guerre mondiale. Le plus important d'entre eux, le MDRM (Mouvement démocratique de la rénovation malgache), fut organisé essentiellement par des membres de l'élite *merina*. Il s'assura néanmoins un large soutien dans le pays en incitant à la création de coopératives, censées permettre aux Malgaches de « s'en sortir avec leurs propres forces » (Spacensky, 1970 ; Lahiniriko, 2012). En réaction à la formation du MDRM et exprimant la peur que les grandes familles *merina* ne soient les principales gagnantes d'une indépendance immédiate, se créa le Parti des déshérités de Madagascar (PADESM), constitué d'une alliance de *Merina mainty* ou descendants d'esclaves et de membre des élites côtières (Randriamaro, 1997). Ce parti, sans véritable base populaire, reçut le soutien du pouvoir colonial.

C'est dans ce contexte qu'éclata le 29 mars 1947 dans l'est, l'insurrection qui, en dépit de la répression sauvage et sanglante dont elle fut l'objet de la part de l'administration coloniale (Tronchon, 1974 ; Cole, 2001), se poursuivit de façon désordonnée pendant 18 mois, signe de l'impopularité du régime. Le MDRM, tenu pour principal instigateur de cette insurrection, fut alors démantelé et ses dirigeants condamnés puis exilés, ce qui permit au PADESM puis après-guerre au PSD⁶, fondé par P. Tsiranana qui deviendra le premier président de la République, de se maintenir au premier plan politique.

L'indépendance dépendante de la Première République. Jouissant de son image de père de l'indépendance tout en se situant dans la continuité du pouvoir, Tsiranana put bénéficier d'une réactivation de la théologie politique (Kantorowicz, 1989) qui soutenait le pouvoir des monarques avant la colonisation. Il augmenta de plus son pouvoir d'encadrement de la société en développant un système clientéliste politique, au point qu'on a pu qualifier cette époque d'État PSD. « L'adhésion au parti fut alors un moyen rapide d'ascension sociale » (Razafimbelo, 1997) mais aussi un « moyen de participer à la toute-puissance du *fanjakana* donc d'être protégé » (Raison-Jourde, Roy, 2010).

6. Le PADESM, dévalorisé aux yeux des populations pour sa collaboration avec le pouvoir colonial, disparut dans les années 1950.

Répartition du pouvoir entre les groupes d'acteurs à Madagascar (1960-1972)



Détenteurs du pouvoir ou bénéficiaires
Nouveaux arrivés ou acteurs montants

Groupes d'acteurs « perdants » mais qui se maintiennent
Les « perdants »

Source : réalisation et données des auteurs.

Écographie, 02/2015.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - BULAC - 195.220.106.79 - 31/05/2017 16h50. © De Boeck Supérieur

L'État poursuivit la politique coloniale méritocratique en accentuant les investissements scolaires et en élargissant le recrutement au sein de l'armée au-delà des membres de l'oligarchie *merina* qui constituait précédemment les officiers supérieurs (Ramasy, 2010). En dépit d'une volonté affirmée de l'État PSD d'agir sur le développement du pays, l'organisation économique de la période ne fut pas fondamentalement modifiée par rapport à la précédente. La quasi-totalité des industries demeura aux mains des étrangers, le secteur de distribution continua d'être contrôlé par les trois grandes compagnies d'import-export et la majorité des postes clés dans les banques et les compagnies privées restèrent détenues par des Européens (Archer, 1976). Quant aux productions vivrières, elles furent nettement défavorisées. Leurs prix furent maintenus stables afin de limiter le coût de la vie en milieu urbain et d'avantager les agro-industries (Hugon, 1989a ; Vérin, 1990).

La colonisation et la Première République qui lui succéda modifièrent donc en partie la structure du pouvoir au sein de la société malgache. Elles mirent fin à l'hégémonie politique *merina*, en préemptant le pouvoir central et en redonnant du pouvoir aux élites *côtières*, attendant ainsi de nouvelles rivalités. Les politiques économiques suivies débouchèrent sur la constitution d'une économie de traite. L'agriculture ne connut que tardivement des gains de productivité et l'élevage resta en bonne partie « contemplatif » (Gendarme, 1960). Sur l'ensemble de la période, la croissance économique maintint tout juste le niveau moyen de richesse par tête et creusa encore l'écart entre l'immense majorité rurale (plus de 80 % de la population) et un monde urbain pourtant hétéroclite. Cette dégradation du niveau de vie dans les zones rurales fut d'autant plus mal ressentie que la pression fiscale, par le biais des impôts directs (l'IMF, impôt du minimum fiscal avait remplacé la taxe de capitation), continuait de peser lourdement sur leurs habitants. C'est d'ailleurs une des principales raisons des révoltes paysannes qui eurent lieu dans le sud du pays en 1971 et furent violemment réprimées par la gendarmerie (Raison-Jourde, Roy, 2010). L'action éducative de la colonisation et de la Première République fut finalement plus importante que l'action économique. Elle se traduisit par un accroissement de la scolarisation plus élevé à Madagascar que dans bien d'autres colonies africaines. Ceci concourut à un fort accroissement des attentes en termes d'emplois qualifiés, notamment dans le secteur public. Ce sont ces aspirations non satisfaites qui furent à l'origine des mouvements de grève et des manifestations estudiantines du premier semestre 1972, dont celle du 13 mai 1972, réprimée dans le sang par les Forces républicaines de sécurité (FRS ; Althabe, 1980 ; Goguel,

7. Forme d'organisation traditionnelle de la vie collective sur une base communautaire et territoriale (à l'origine villageoise) impliquant une étroite collaboration entre ses membres.

8. Le « procès du siècle » qui eut lieu de mars à juin 1975 fit comparaître de nombreux inculpés dont Resampa et Tsiranana mais ne prononça que des peines mineures. Les archives de ce procès ont brûlé à la fin 1975 ce qui

réduit fortement les chances de connaître à coup sûr la vérité. Cela n'empêche évidemment pas les chercheurs de proposer des pistes d'analyse (voir, par exemple, Archer, 1976, Raison-Jourde, Roy, 2010).

2006, Randrianja, Ellis, 2009). C'est cette répression qui conduisit finalement à la chute du régime et la remise des pleins pouvoirs au général Ramanantsoa, militaire le plus gradé et le plus ancien dans le grade.

De 1972 à 1991 : la malgachisation et l'extension de la rente étatique

1972-1975 : l'intermède Ramanantsoa. Bien que porté à la tête de l'État par un mouvement populaire, le général Ramanantsoa avait reçu le pouvoir des mains de son prédécesseur. La continuité de l'État était donc assurée. Jouissant de surcroît du prestige de son grade, de son ancienneté et son origine statutaire, il fut plébiscité par le référendum de 1972 (86 % de « oui »). Il s'efforça alors de constituer un gouvernement technico-militaire dissocié de toute ligne politique de parti et initia les réformes économiques et sociales susceptibles de résoudre les contradictions précédentes : la malgachisation de l'économie (sortie de la zone franc ; encadrement et contrôle d'un certain nombre d'entreprises étrangères ; Hugon, 1989a) et la dynamisation des activités productives agricoles *via* la réorganisation des *fokonolona*⁷ (plus grande liberté de choix, suppression de l'IMF et de la taxe sur le bétail, politique de soutien des prix agricoles, contrôle des circuits de commercialisation du riz).

Même si le gouvernement du général Ramanantsoa se voulait apolitique, différentes sensibilités en son sein reflétaient les fractures de la société malgache. Issu de la haute bourgeoisie Tananarivienne, le général Ramanantsoa était naturellement disposé à privilégier les intérêts des membres de l'élite *merina*. C'est sous son influence que les principaux postes de direction économique furent accordés à des membres de cette élite. Le commandant de gendarmerie R. Ratsimandrava et le capitaine de corvette D. Ratsiraka devaient eux leur parcours professionnel et leur ascension sociale à l'abolition officielle du système féodal et à l'ouverture méritocratique (Ramasy, 2010 ; Randrianja, Ellis, 2009 ; Galibert, 2011). Les deux représentaient une sensibilité « méritocratique de gauche » au sein du gouvernement. C'est d'ailleurs R. Ratsimandrava qui initia la réforme des *fokonolona* remettant en cause les structures traditionnelles du pouvoir, et qui commandita, à la fin de l'année 1974, les enquêtes sur les malversations des dirigeants des Sociétés Nationales d'Investissement qui déstabilisèrent le gouvernement Ramanantsoa. Ces mêmes sensibilités se retrouvaient au sein de l'armée entre les officiers les plus gradés, le plus souvent *merina* d'origine aristocratique et ceux, *non-merina* pour la plupart, montés par le rang, et exclus de la représentation politique. C'est l'accusation en 1975 de l'un d'entre eux d'avoir soutenu une tentative de coup d'État qui fut le détonateur de la rébellion du GMP (Groupement mobile de police, héritier des FRS) conduisant à la chute du gouvernement Ramanantsoa et à la remise du pouvoir à R. Ratsimandrava. Six jours plus tard, ce dernier fut cependant assassiné, sans que l'histoire n'ait réussi jusqu'ici à élucider ce meurtre de façon indiscutable⁸. Un directoire militaire fut alors mis en place qui réussit à rétablir l'ordre public en réprimant par les armes la rébellion et en déclarant la loi martiale.



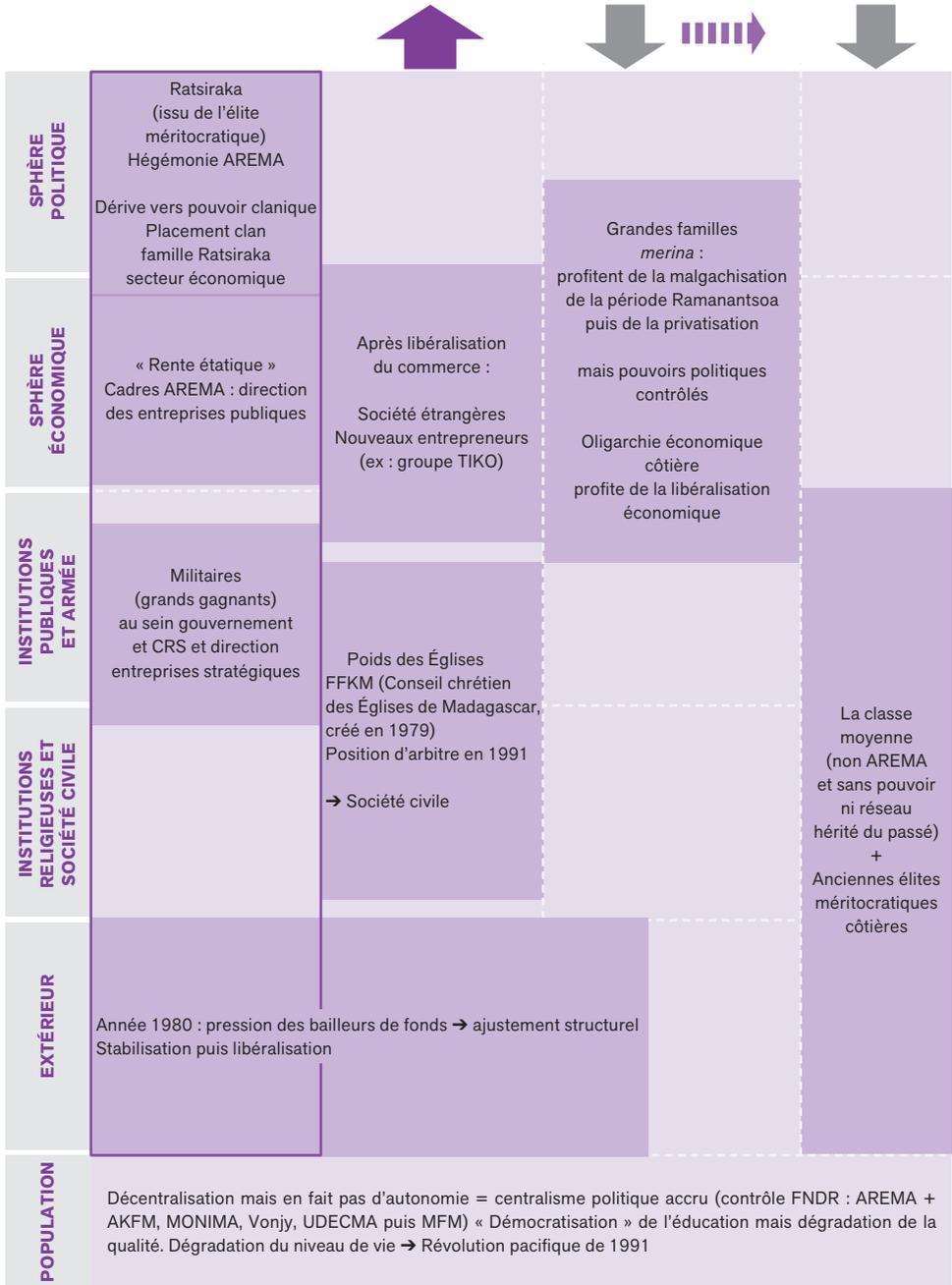
Une seconde remise des pleins pouvoirs. Le 5 février 1975, à Ampahibe, le général de division Gabriel Ramanantsoa (à droite), deuxième président de la Première République malgache, remet les pleins pouvoirs au colonel de gendarmerie Richard Ratsimandrava, jusqu'alors ministre de l'Intérieur (à gauche). Lui-même investi des pleins pouvoirs par le président Philibert Tsiranana, le 18 mai 1972, suite au grand mouvement citoyen de contestations sociales et politiques, la « révolution » malgache du 13 mai 1972, le général Ramanantsoa, premier officier supérieur à devenir général de l'armée malgache, est devenu Premier ministre, fonction qui n'existait plus depuis l'indépendance (voir le repère p. 144). Tsiranana reste malgré tout président, mais il est finalement destitué à la suite du référendum du 8 octobre 1972. Les pleins pouvoirs sont maintenus et Ramanantsoa devient officiellement le deuxième chef d'État de la République malgache dès le 11 octobre. Largement contesté lors de la « transition militaire » (1972-1975), Ramanantsoa décide de démissionner et privilégie le colonel Ratsimandrava, jeune officier porteur d'une théorie néo-traditionnelle centrée sur le réinvestissement des *fokon'olona*, des communautés villageoises.

Photo de l'agence ANTA à Antananarivo, Album CO8, 5 février 1975.

De 1975 à 1991 : de l'instauration d'une économie socialiste au tournant libéral de l'ajustement structurel. D. Ratsiraka fut élu chef d'État par les membres du directoire militaire, remplacé alors par un Conseil suprême de la révolution (CSR). Il fit alors adopter par référendum la charte de la révolution socialiste et une nouvelle constitution qui lui conféra la présidence de la Deuxième République pour sept ans. Ce nouveau système était, plus encore que sous la Première République, fortement centralisé et personnalisé (Rabetafika, 1990). L'encadrement politique de la nation fut aussi accentué par la mise en place des collectivités locales décentralisées⁹ conçues de façon hiérarchisée et pyramidale, et contrôlées par l'AREMA (Avant-garde de la révolution malgache).

9. Province, préfecture, sous-préfecture, village ou quartiers.

Répartition du pouvoir entre les groupes d'acteurs à Madagascar (1972-1991)



- Détenteurs du pouvoir ou bénéficiaires**
- Nouveaux arrivés ou acteurs montants**
- Groupes d'acteurs « perdants » mais qui se maintiennent**
- Les « perdants »**

Source : réalisation et données des auteurs.

Édographie, 02/2015.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - BULAC - - 195.220.106.79 - 31/05/2017 16h50. © De Boeck Supérieur

Dans un premier temps, les réformes poursuivirent les principes du gouvernement précédent. La malgachisation s'étendit par une série de nationalisations d'entreprises étrangères (Vérin, 1990 ; Rabetafika, 1990 ; Ravaloson, 2000). À partir de 1978, le gouvernement se lança aussi dans une politique dite d'« investissements à outrance » qui déboucha sur la mise en place de structures industrielles, mais qui se révélèrent pour la plupart peu rentables voire parfois inopérantes. Les prix des produits de première nécessité furent encadrés et les circuits de distribution contrôlés, tandis que les cultures d'exportation furent taxées, *via* la mise en place de caisses de stabilisation assurant le financement de l'État. Cette politique conduisit à une baisse de la production des cultures d'exportation ainsi que des prix réels aux producteurs de produits vivriers qui déboucha sur leur rationnement et le développement du marché noir (Raison, 1991 ; Hugon, 1986). Le début des années 1980 fut ainsi marqué par des situations récurrentes de pénuries.

À partir des années 1980, le pays fut amené, sous la pression des bailleurs de fond, à changer d'orientation économique. Appliquant le Plan d'ajustement structurel au-delà même des attentes des bailleurs, le pays s'engagea alors sur la voie des réformes libérales (Hugon, 1986 ; Leymarie, 1989). En contrepartie, le pays bénéficia de très importantes facilités de financement et d'un remboursement exceptionnel de sa dette. Ces éléments permirent un net redressement des comptes publics, mais n'entraînèrent qu'une faible amélioration du commerce extérieur. Ils pesèrent de surcroît lourdement sur les couches moyennes et populaires salariées (accélération de l'inflation, forte baisse des salaires réels agricoles et urbains, persistance des pénuries (Hugon, 1989b).

La période qui s'ouvrit en 1972 et se poursuivit avec la Deuxième République constitua ainsi, sous certains aspects, une rupture avec la période précédente. Elle fut marquée par la malgachisation de l'économie et de la société, source de fierté retrouvée, et la volonté affirmée de créer un ordre social nouveau, dans lequel les anciennes distinctions hiérarchiques et géographiques seraient abolies. Ces éléments symboliques servirent à assurer au parti au pouvoir un fort soutien populaire, du moins dans les premières années. L'organisation politique se maintint pourtant sous une forme extrêmement centralisée et personnalisée, dans la lignée des pouvoirs précédents, et les bouleversements sociaux attendus n'eurent pas lieu. De ce point de vue, on se situe plutôt dans la continuité des formules politiques antérieures. Sur cette période, les anciennes élites se trouvèrent néanmoins entravées dans leur accès au pouvoir économique et politique. L'extrême centralisation politique et l'extension du périmètre de l'État entre 1975 et 1993 furent propices à l'arrivée au pouvoir et à l'enrichissement d'une nouvelle génération de cadres qui n'avaient pu obtenir de places lors de la République précédente par insuffisance de capital symbolique ou matériel. L'ensemble de la période vit alors s'étendre la « rente étatique » (Galibert, 2011). L'accroissement du secteur public et la multiplication des postes administratifs des nouvelles collectivités territoriales dans un

premier temps, les privatisations dans un second, constituèrent autant d'opportunités de prélèvement sur les richesses produites (Fanomezantsoa, 1993).

Le tournant libéral entraîna néanmoins une recomposition relative du paysage économique en ouvrant les opportunités économiques. Les privatisations furent pour les « grandes familles » une nouvelle source d'enrichissement privé, du fait de « leur meilleure connaissance du monde anglo-saxon » (Raison-Jourde, 1983). La première vague de privatisation eut ainsi tendance à concentrer le capital sur les Hautes Terres (Jütessonke, Kartas, 2010). Mais de nouveaux entrepreneurs purent également se développer, grâce au financement extérieur. Ce fut le cas de M. Ravalomanana, qui, grâce à un prêt de la Banque mondiale, créa une entreprise de produits laitiers, Tiko, qui deviendra en quelques années un véritable empire (Randrianja, 2005 ; Vivier, 2007). La descente aux enfers de l'économie malgache marqua au milieu des années 1980 le début des mobilisations urbaines et paysannes. À la fin de la décennie, ces mobilisations, soutenues par des aspirations démocratiques, se fédérèrent sous le nom de « Forces vives », mouvement qui, après des manifestations quotidiennes et le déclenchement d'une grève générale, installa un gouvernement insurrectionnel, en juin 1991. La répression dans le sang d'une manifestation et la tentative de jouer la carte « ethnique » finirent de décrédibiliser D. Ratsiraka qui fut alors contraint à constituer un gouvernement de transition au sein duquel A. Zafy fut nommé président de la Haute Autorité de l'État.

Il faut aussi souligner le poids nouveau des Églises dans le champ politique. En 1972, les Églises chrétiennes de Madagascar n'avaient été impliquées que de façon très éloignée dans la crise politique. Cette implication devint en revanche nettement plus importante sous la Deuxième République. Un Conseil chrétien des Églises de Madagascar (FFKM) vit le jour en novembre 1979. Dès 1982, il se donnait pour fonction, lors de son premier congrès national, de contribuer au redressement de la Nation. De 1989 à 1991, les prises de position publiques du FFKM et les grands rassemblements liturgiques en firent un vecteur d'opposition politique et d'émergence de la société civile. Les Églises jouèrent aussi un rôle certain dans l'encadrement du mouvement de 1991 (Urfer, 1993 ; Raison-Jourde, 1995 ; Tronchon, 1995 ; Ralibera 2008).

De 1991 à 2002 : les errements de l'ouverture économique et démocratique

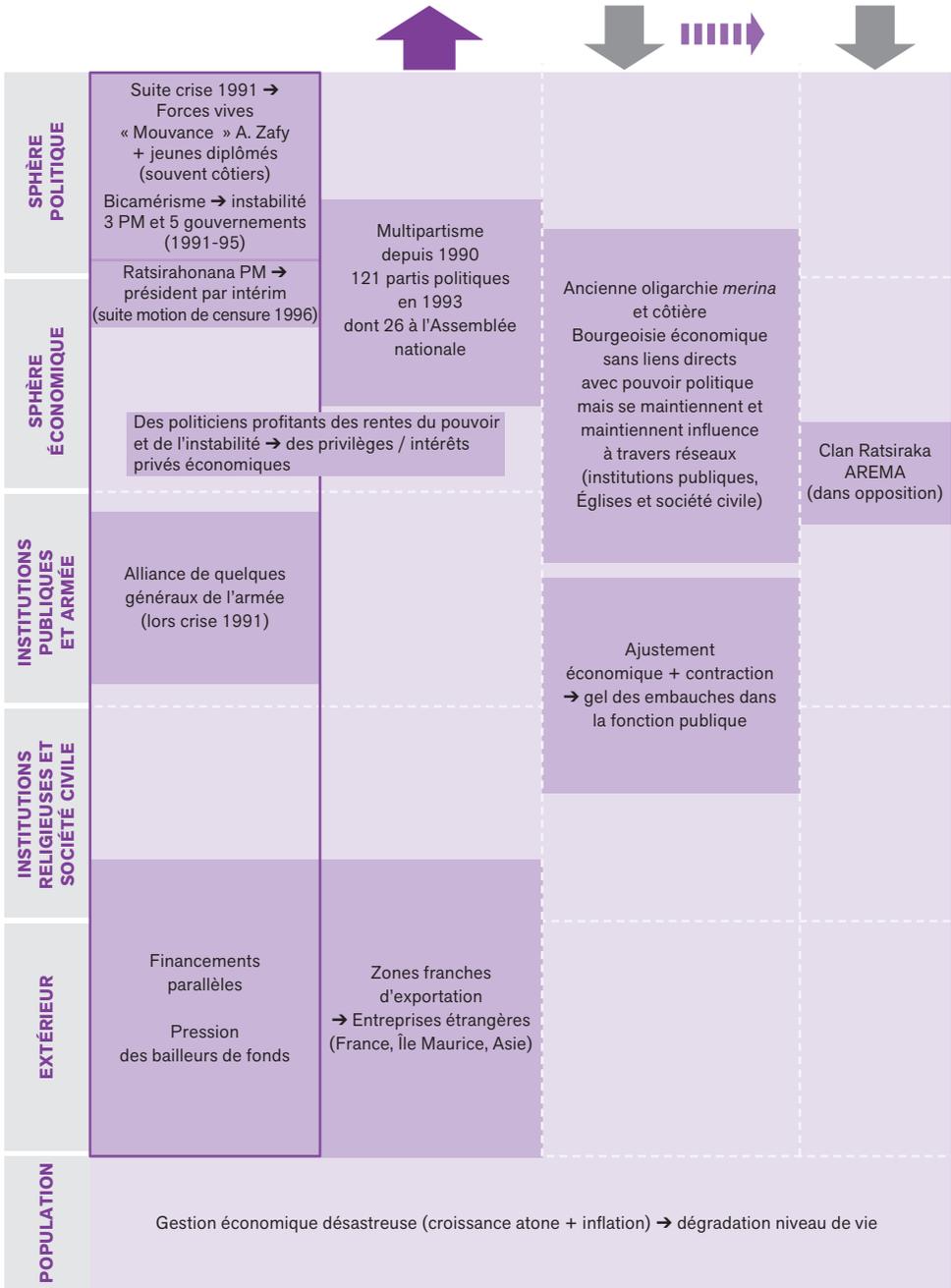
La démocratisation était une revendication importante du mouvement de contestation de 1990-1991. Le gouvernement provisoire fit ainsi adopter par référendum une constitution restaurant le bicamérisme et instaurant un régime parlementaire (Cadoux, 1993). En février 1993, A. Zafy fut alors élu président de la République au suffrage universel direct. Le nouveau partage du pouvoir politique fut cependant une source essentielle de fragilité politique. Les quatre années de présidence d'A. Zafy virent la succession de trois

premiers ministres différents et de cinq gouvernements, et la période se clôtura par le vote par les parlementaires d'une motion d'empêchement définitif du président pour violation de la constitution. Cette instabilité politique eut des conséquences directes sur l'économie. Elle créa un climat de confusion décourageant les investisseurs privés et retarda les négociations avec les bailleurs de fonds internationaux. L'évolution macro-économique du pays de 1991 à 1997 fut ainsi marquée par une croissance quasi nulle (Paternostro *et al.*, 2001 ; Razafindrakoto, Roubaud, 2002 ; Dorosh *et al.*, 2003 ; Gastineau *et al.*, 2010). L'élection présidentielle de 1996 mit provisoirement fin à l'instabilité politique et inaugura un nouveau cycle de croissance. D. Ratsiraka, vainqueur au second tour, poursuivit les recettes libérales et amorça une nouvelle vague de privatisation. Le PIB par tête se remit à croître, à un rythme de plus en plus rapide, grâce à une augmentation de la demande intérieure tirée par le recul de l'inflation et l'augmentation des salaires, à la reprise des investissements publics et privés mais surtout à un profond changement dans l'organisation économique du pays. Les exportations de produits industriels en devinrent en effet un moteur essentiel, se substituant aux produits agricoles traditionnels, ce dont témoigne la montée remarquable du poids des exportations de la zone franche industrielle (Cling *et al.*, 2005).

Sur le front politique, D. Ratsiraka fit adopter par référendum une nouvelle réforme constitutionnelle renforçant de nouveau le pouvoir présidentiel. L'apparente décentralisation permise par la création de provinces autonomes, dotées d'une personnalité juridique et d'une autonomie administrative, fut en réalité un moyen de consolider le pouvoir central en s'assurant le soutien des élites locales côtières¹⁰. Du fait du mode de scrutin majoritaire et de la faible implantation des autres partis, les élections provinciales se traduisirent par une large domination de l'AREMA dans les conseils provinciaux et donc son contrôle des exécutifs provinciaux.

La stabilité politique de la période 1996-2002 n'était en réalité que superficielle. Elle reposait sur une « reconcentration » du pouvoir politique et un contexte économique favorable dans lequel la compétition politique pouvait apparaître moins nécessaire pour le maintien ou l'extension des positions des anciennes élites. Mais elle dissimulait aussi deux autres phénomènes dont l'origine est plus ancienne : celle d'un profond rejet de la classe politique par la population et la montée de nouveaux acteurs économiques intervenant dans les secteurs les mieux insérés dans le système économique mondial. Cette période creusa en effet encore les inégalités spatiales et sociales. La croissance fut essentiellement urbaine, voire tananarivienne. Dans les zones rurales, l'absence d'infrastructures et l'atomisation des petits producteurs, peu intégrés à l'économie marchande, demeura un obstacle à l'accroissement des productions vivrières et le taux de pauvreté s'y maintint à environ 77 % (Gubert, Robilliard, 2010). Quant au monde urbain, il resta lui-même profondément divisé, les plus démunis profitant peu ou pas de l'embellie économique (Razafindrakoto, Roubaud, 1999). Ces éléments nourrirent l'extension de nouvelles formes de

Répartition du pouvoir entre les groupes d'acteurs à Madagascar (1991-1996)



Détenteurs du pouvoir ou bénéficiaires
Nouveaux arrivés ou acteurs montants

Groupes d'acteurs « perdants » mais qui se maintiennent
Les « perdants »

Source : réalisation et données des auteurs.

Edigraphie, 02/2015.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - BULAC - - 195.220.106.79 - 31/05/2017 16h50. © De Boeck Supérieur

mobilisation collective, au sein des anciennes et nouvelles Églises, mais aussi, dans une moindre mesure, au sein d'organisations de la société civile.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'apparition de M. Ravalomanana sur la scène politique et comprendre les événements de 2002. Son aura et le soutien politique populaire dont il bénéficiait tenaient à sa fulgurante et exceptionnelle réussite économique, dans une relative indépendance vis-à-vis du pouvoir politique (Raison, 2002 ; Randrianja, 2005). Mais ils reposaient aussi sur sa dimension religieuse attestée par sa forte implication dans la FJKM, principale Église protestante de Madagascar. Cet engagement, dans un contexte général de renouveau et d'extension du religieux apparaissait alors comme un gage de moralité et de désintérêt personnel, au plus loin de l'amoralité supposée des élites politiques anciennes. Mêlant à un discours politique axé sur la création et la stimulation d'entreprises, l'invocation de l'unité retrouvée dans la foi religieuse, il sut toucher un électorat jeune et en demande de justice. Stimulée par son enjeu spécifique, la participation électorale au premier tour des présidentielles de 2001 fut relativement importante (près de 70 % contre 50 % en 1996). C'est la contestation par les supporters de M. Ravalomanana de ses résultats qui déclencha une crise politique ouvrant pendant presque six mois une quasi-partition du pays. Celle-ci ne prit fin qu'après la proclamation par la Haute Cour Constitutionnelle de la victoire de M. Ravalomanana.

La coupure géographique du pays pendant la crise pourrait laisser penser à une opposition ethnique entre Côtiers et originaires des Hauts Plateaux. Cependant, le faible degré de violence constaté témoigne du caractère en partie construit de cette coupure. Les blocages des voies de circulation vers la capitale par les partisans de D. Ratsiraka furent en réalité opérés par des miliciens stipendiés (Randrianja, Ellis, 2009). Ils suscitèrent rarement des affrontements violents de grande ampleur (Raison, 2002). Quant à l'armée, profondément divisée, elle resta en retrait des événements, et fit finalement allégeance au vainqueur.

De 2002 à 2009 : la fusion des pouvoirs politique, économique et religieux. L'arrivée de M. Ravalomanana au pouvoir marqua un changement fort dans le mode de recrutement des élites politiques. Il n'était en effet ni un héritier descendant de grande famille, ni un représentant de l'élite scolaire et/ou militaire. Il ne bouleversa pas pour autant la formule politique malgache mais en accentua au contraire les traits principaux : concentration et accaparement clanique du pouvoir, contrôle politique par un parti hégémonique, caractère providentiel du dirigeant lui assurant une légitimité populaire.

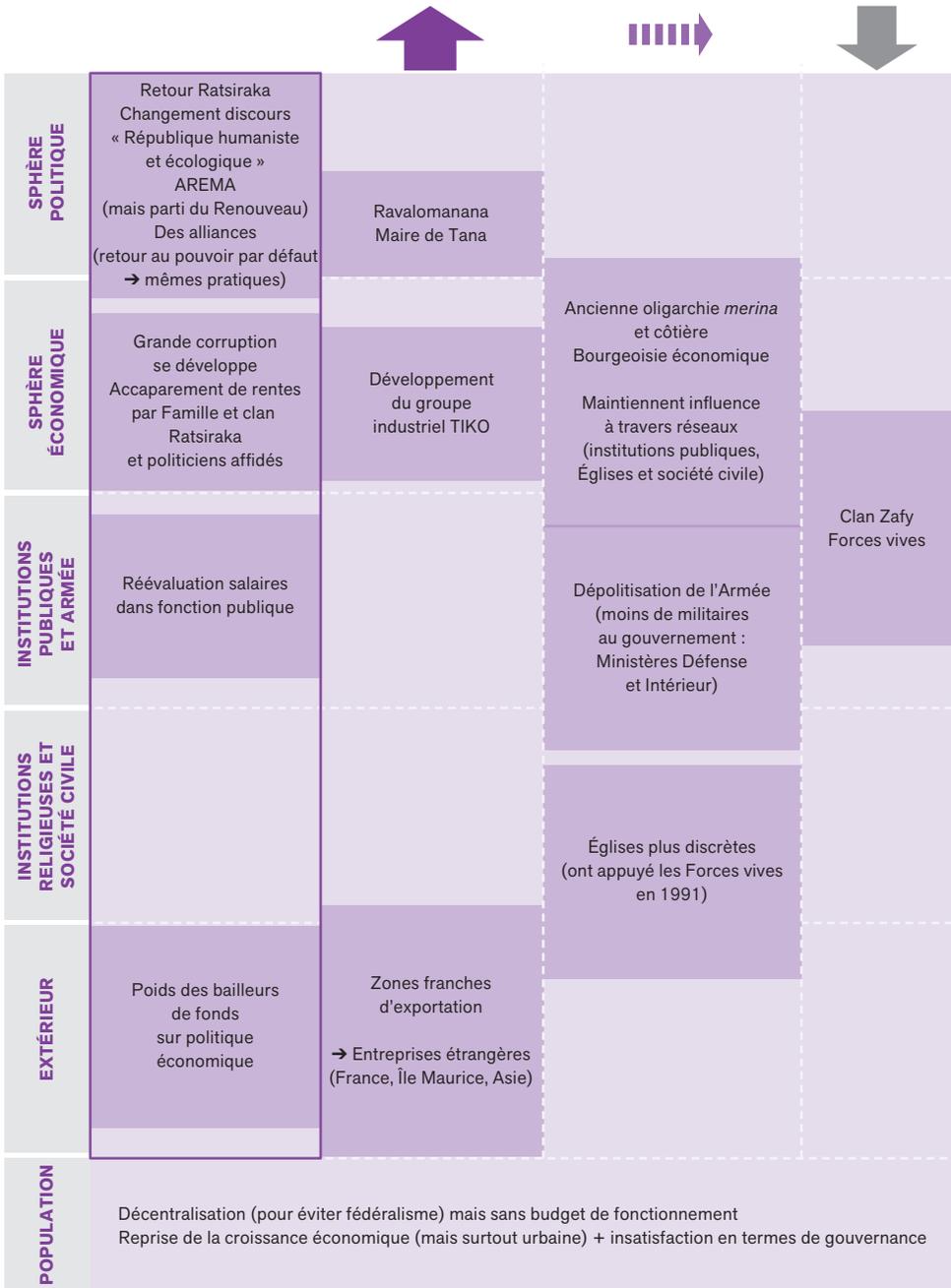
Dès son accession à la présidence il créa son propre parti le *Tiako i Madagasikara* (TIM). En raison de la division et de la faiblesse de l'opposition,

10. En 1991, pour contrer les mobilisations populaires à Antananarivo, principalement habité

par des personnes originaires des Hauts Plateaux, *Merina* à 80 %, D. Ratsiraka avait déjà suscité la

création d'un mouvement fédéraliste (Delval, 1994).

Répartition du pouvoir entre les groupes d'acteurs à Madagascar (1996-2002)



 **Détenteurs du pouvoir ou bénéficiaires**
 **Nouveaux arrivés ou acteurs montants**

 **Groupes d'acteurs « perdants » mais qui se maintiennent**
 **Les « perdants »**

Source : réalisation et données des auteurs.

Édographie, 02/2015.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - BULAC - - 195.220.106.79 - 31/05/2017 16h50. © De Boeck Supérieur

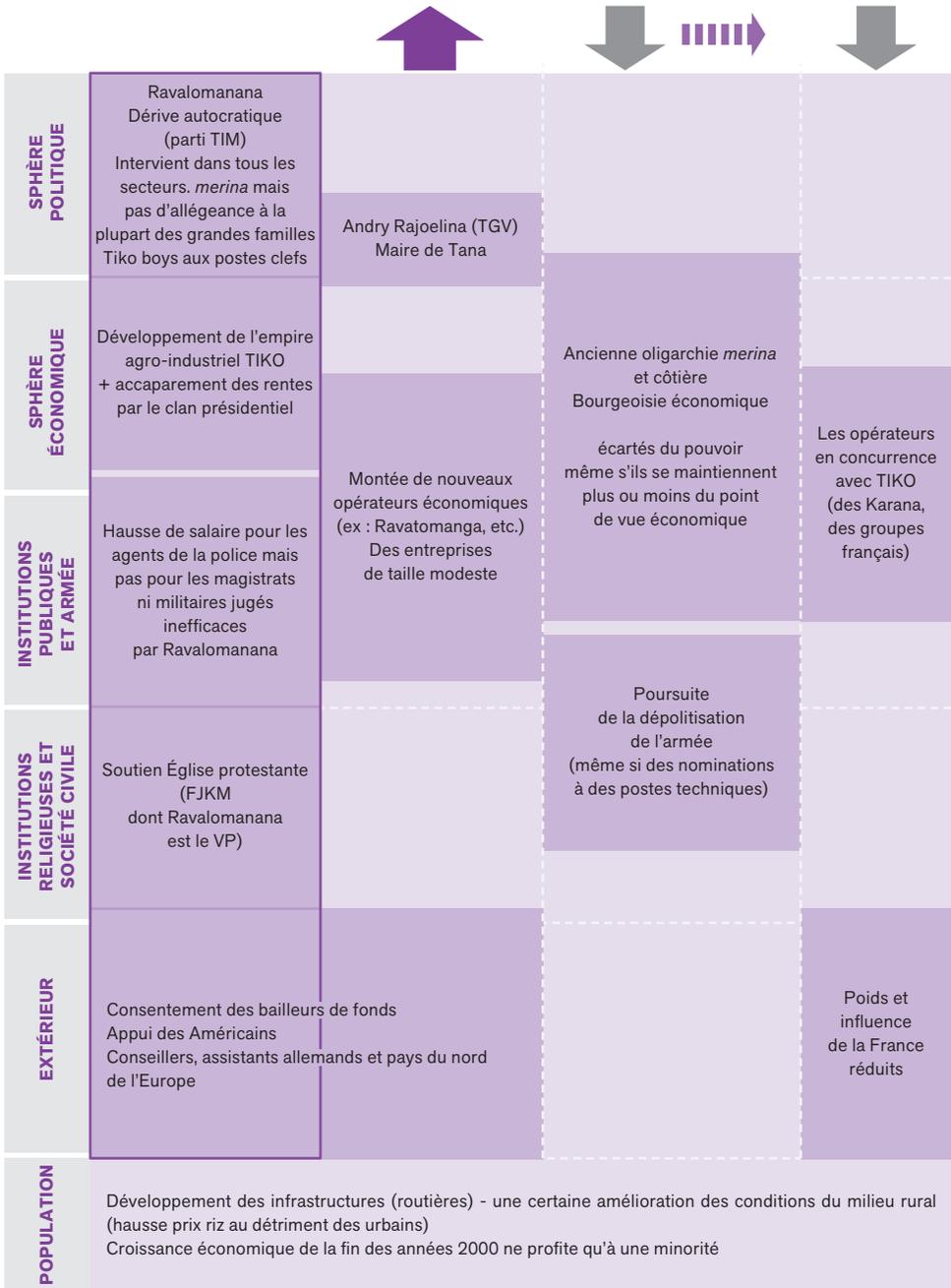
celui-ci devint très largement majoritaire lors des élections législatives et communales de 2003 et accentua encore son hégémonie lors des élections législatives de 2007. De 2007 à 2009, la centralisation politique s'accrut encore (remplacement des provinces autonomes par 22 régions dont M. Ravalomanana choisit directement les dirigeants ; autorisation au président de gouverner par ordonnance ; réduction du nombre de députés ; désignation par le pouvoir des présidents de *fokontany*).

Cette situation fut alors un moyen pour le président d'étendre son pouvoir économique. Ses entreprises de production et de distribution alimentaire, bénéficiant de mesures de protection tarifaire et d'exemption de taxes sur leurs intrants, se retrouvèrent en situation de quasi-monopoles et connurent alors une très importante extension de leurs activités. Dans le même temps, M. Ravalomanana accrut son pouvoir au sein de l'appareil religieux. Réélu en 2004 à la vice-présidence de la FJKM, il annonça en 2006 sa volonté de faire évoluer le régime malgache vers une théocratie et fit supprimer la référence à la laïcité dans la constitution et inscrire en préambule de celle-ci une mention sur la croyance du peuple malgache au Dieu créateur. Sur la période, il fut aussi le plus généreux donateur de la Fédération des Églises chrétiennes de Madagascar (FFKM), s'assurant de cette façon le soutien de nombre de ses membres éminents, non seulement protestants mais aussi catholiques (Randrianja, 2005 ; Banque mondiale, 2009 ; D'Ersu, 2009 ; Pellerin, 2009).

Le programme électoral de M. Ravalomanana promettait un développement économique rapide centré sur le développement industriel et respectant les recommandations du consensus de Washington. En ce sens, même habillé des oripeaux de la lutte contre la pauvreté, il n'était pas différent de celui du gouvernement précédent. Grâce à des investissements importants dans les infrastructures publiques puis à une stratégie économique visant à développer le secteur privé, le pays eut de 2006 à 2009 un taux de croissance de plus de 6 % par an. L'ère Ravalomanana fut aussi marquée par une amélioration sensible des indicateurs internationaux de gouvernance et notamment de la petite corruption (Razafindrakoto, Roubaud, 2003). Sur le plan de la liberté d'expression, la période fut également marquée par la multiplication des journaux et station de radio, au ton souvent très libre. Madagascar apparaissait ainsi dans les années 2000, aux yeux de la communauté internationale et des bailleurs de fonds comme un véritable modèle de réussite justifiant toutes les attentions.

Ces performances économiques et politiques doivent cependant être nuancées par la prise en compte des caractéristiques de la croissance et par l'observation plus fine du fonctionnement politique. Sous le premier mandat présidentiel, plus que l'expansion du secteur privé, ce furent les dépenses publiques, financées en bonne partie par l'aide extérieure, qui tirèrent la croissance. Quant aux investissements privés et étrangers du deuxième mandat, ils se concentrèrent fortement autour d'un petit nombre de projets, tout particulièrement ceux liés à l'extraction minière. Ce type de spécialisation internationale, constitutive d'une économie d'enclave peu créatrice d'emplois et

Répartition du pouvoir entre les groupes d'acteurs à Madagascar (2002-2009)



 **Détenteurs du pouvoir ou bénéficiaires**
 **Nouveaux arrivés ou acteurs montants**

 **Groupes d'acteurs « perdants » mais qui se maintiennent**
 **Les « perdants »**

Source : réalisation et données des auteurs.

Édigraphie, 02/2015.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - BULAC - - 195.220.106.79 - 31/05/2017 16h50. © De Boeck Supérieur

désarticulée du tissu productif local, se traduit par une concentration géographique de la croissance, une hausse des inégalités et le maintien du taux de pauvreté (Banque mondiale, 2009 ; Gastineau *et al.*, 2010). Quant à la liberté d'expression, elle fut mise de plus en plus sous contrôle, comme en attestent les fermetures de radios et télévisions privées.

M. Ravalomanana bénéficiait d'un fort soutien populaire dont témoignent les résultats obtenus au premier tour de la présidentielle en 2001 et sa réélection en 2006. L'accaparement entre ses mains et celle de son entourage de tous les pouvoirs finit cependant par nourrir de profonds ressentiments et mécontentements dans un certain nombre de segments de la société malgache, particulièrement marqués dans les zones urbaines et parmi les Malgaches les plus diplômés (Razafindrakoto *et al.*, 2009). C'est d'abord le cas au sein des membres de l'oligarchie politico-économique qui avaient réussi tant bien que mal à maintenir leurs positions sous tous les régimes précédents, et à qui le pouvoir n'hésitait pas à s'attaquer frontalement. C'est également celui des opérateurs économiques dont les profits avaient été mis à mal, soit du fait de la libéralisation, soit au contraire du fait des pratiques anticoncurrentielles menées par le gouvernement dans les domaines touchant aux activités du groupe Tiko (Pellerin, 2009 ; D'Ersu, 2009 ; Galibert, 2009 ; Randrianja, 2012).

Du côté de l'armée, la réduction relative de son importance dans la société était aussi porteuse d'inquiétude et de mécontentement. M. Ravalomanana avait entrepris en effet à partir de 2003 de dépolitiser et de démilitariser l'armée, ce qui contribua à créer un « fort ressentiment au sein des forces armées » (Randrianja, 2005 ; Ramasy, 2010 et 2012). Enfin, les Églises finirent aussi par se trouver profondément divisées. La concurrence religieuse affaiblit le consensus précédent, clivant les Églises protestantes et opposant en partie l'Église catholique, plus fortement engagée dans les associations de la société civile et refusant de cautionner la dérive autoritaire du chef de l'État, et la principale Église protestante (FJKM) tenue au soutien du régime du fait de l'engagement du chef de l'État en son sein (Gingembre, 2011).

Ce sont ces forces d'opposition qui conduisirent au renversement de M. Ravalomanana en 2009. L'élection dès le premier tour d'A. Rajoelina à la mairie d'Antananarivo en décembre 2007, contre le candidat du TIM, fut un des premiers éléments marquant de l'affaiblissement de la légitimité du pouvoir. Sa popularité présentait un danger certain pour le président de la République qui tenta alors par tous les moyens de la contrecarrer. C'est la fermeture par le pouvoir de la télévision Viva (achetée par le jeune maire en 2007) qui mit le feu aux poudres. En réaction, A. Rajoelina organisa une série de rassemblements sur le thème de la liberté d'expression et de la dénonciation des pratiques politiques du gouvernement qui réunirent à chaque fois entre 15 000 et 30 000 personnes, jeunes des « bas quartiers » pour la plupart, qui trouvaient là l'occasion d'un exutoire à leur insatisfaction. Il fut alors soutenu dans son combat par un certain nombre de personnalités politiques, de la société civile ou religieuse.

Comme en 1972 et 1991, c'est le recours à la répression meurtrière par le pouvoir qui fit perdre définitivement sa légitimité à M. Ravalomanana en 2009 et le conduisit à signer une ordonnance confiant les pleins pouvoirs à un directoire militaire formé des plus hauts gradés. Cependant ces derniers furent capturés par des officiers du corps d'administration des personnels et services de l'armée de terre (Capsat) entrés en mutinerie quelques jours plus tôt. Ceux-ci remirent alors le pouvoir à A. Rajoelina.

2009-2014 : l'impossible transition. A. Rajoelina constitua une Haute Autorité de transition dont il prit la tête. Ce qui devait n'être qu'un gouvernement de transition s'installa en réalité durablement dans le paysage malgache. Des institutions ad hoc furent constituées (le Congrès de la transition – CT, le Conseil supérieur de la transition – CST) dont les membres furent nommés de façon à simuler une représentation nationale. Les sièges furent ainsi attribués à chaque parti ou corps intermédiaire de la société civile en fonction de leur importance présumée et de façon à garantir une couverture nationale. Le maintien de ce régime ne put cependant se faire qu'au prix de plusieurs remaniements ministériels conduisant à un véritable tourniquet gouvernemental, d'une augmentation du nombre de parlementaires (de 160 avant la crise à 356 en novembre 2010 puis 526 en décembre 2011 !) et d'une limitation de la liberté d'expression. L'opposition, faible, n'arriva ni à mobiliser les foules, ni à véritablement s'unir. L'armée, choyée par le nouveau régime qui procéda massivement à des promotions de grade et accorda des avantages financiers aux sous-officiers et officiers, resta globalement en retrait même si on a pu assister à cinq mutineries et/ou tentatives de fomenter un coup d'État.

Jusqu'à la signature d'une feuille de route, en septembre 2011, organisant les étapes du retour à une normalité politique, le régime vit ses recettes budgétaires sérieusement amputées, l'aide internationale ayant été en bonne partie gelée. Cet assèchement poussa alors les autorités à rechercher de nouvelles sources de financement, comme par exemple l'exportation de bois de rose (Randriamalala, Liu, 2010), en signant des contrats de prospection minière avec des compagnies étrangères ou encore en s'assurant le soutien financier d'opérateurs économiques privés. L'absence de contrôle véritable sur ces opérations entraîna le développement de trafics à grande échelle, l'accroissement de la corruption et des détournements massifs au sein de l'administration. L'arrêt des investissements publics et la limitation des activités économiques pesèrent sur la croissance. Les infrastructures routières et sanitaires se dégradèrent tandis que la pauvreté s'accrut et l'éducation recula. Enfin, la criminalité augmenta fortement en ville mais aussi dans certaines zones rurales où des *dahalo* (voleurs de bœufs) terrorisaient les populations et tenaient en échec les forces de police (Banque mondiale, 2013a et b).

Un an après l'élection présidentielle de 2013, il ne semble pas que celle-ci ait mis fin à cette déliquescence. Le président a été bien mal élu puisqu'il n'a obtenu, comme D. Ratsiraka en 1999, qu'un peu plus d'un quart des voix des

électeurs potentiels et ne semble pas arriver à fédérer suffisamment d'acteurs politiques et économiques autour de lui pour assurer son pouvoir. Le système semi-parlementaire réintroduit par la réforme constitutionnelle de 2010 a déjà marqué ses limites, comme celui issu du mouvement de 1991, en pointant l'impossibilité pour l'Assemblée nationale de dégager une majorité stable. Il a ainsi fallu plus de trois mois pour proposer un Premier ministre et seules de multiples tractations et changements d'affiliations politiques ont permis à Hery Rajoanarimampianina d'échapper jusqu'à présent à une motion de censure. Les trafics de ressources naturelles, constitutifs d'une économie mafieuse, loin d'avoir disparu, semblent au contraire se pérenniser et l'État se révèle toujours impuissant à contrôler les violences et l'insécurité liées aux vols de zébus.

Conclusion

Notre analyse s'est employée à mettre en exergue les grandes évolutions dans le mode de régulation économique et sociale de l'île au cours de son histoire longue. Des changements significatifs ont eu lieu et on a assisté à l'élargissement progressif du cercle élitair politique et économique : l'institutionnalisation de l'État dès la période précoloniale, l'abolition de l'esclavage et du système statutaire et le développement de la scolarisation ont permis l'émergence d'une élite méritocratique ; de même, le clientélisme politique ou l'utilisation de la « rente étatique » ont conduit à l'apparition de nouveaux acteurs politiques ou économiques. Parallèlement, les aspirations démocratiques se sont faites jour et ont pu s'exprimer pour dénoncer les dérives des différents régimes et provoquer leur chute. La sphère du pouvoir n'est donc pas verrouillée.

Toutefois, le système n'assure pas que l'ouverture et l'élargissement du cercle du pouvoir induise un changement dans les comportements des acteurs et le fonctionnement de la société. Les dirigeants successifs depuis la Première République sont arrivés à la tête de l'État à titre d'homme providentiel, seule alternative envisagée pour mettre fin au régime précédent. Ils ne pouvaient se prévaloir ni de la légitimité acquise par les héritages statutaires (ces groupes étant officiellement abolis) ni d'une légitimité issue d'un parcours incontesté au service de la Nation. Par nature fragile, chaque régime a systématiquement cherché à renforcer son pouvoir en le concentrant, en le personnalisant, et en s'assurant le soutien d'un groupe restreint d'acteurs influents (les nouvelles élites côtières, les cadres du parti, les représentants des Églises). Enfermé dans une logique de court terme, aucun n'a cherché l'appui de la grande masse en répondant aux aspirations populaires. Au contraire, l'oubli et l'exclusion de cette grande majorité, essentiellement rurale, a été une constante de l'histoire malgache. Pourtant, ce sont les mécontentements accumulés de cette majorité qui, à chaque fois, ont conduit à des mobilisations et au renversement des régimes en place.

Finalement, l'incapacité des pouvoirs successifs à assurer un consensus politique stable s'explique par l'existence à ce jour insurmontable d'un hiatus

entre un « ordre social » fondamentalement statutaire et hiérarchique qui ne peut être revendiqué mais qui se maintient au fil du temps, et le discours des dirigeants (et plus largement des élites) qui, dans un contexte de démocratisation affichée, prétendent être les défenseurs des intérêts de la population. Cette structuration sociale profondément inégalitaire et figée est aggravée par de nombreux autres clivages (villes *vs* campagnes, capitale *vs* reste du territoire, élites *vs* citoyens ordinaires, président et son clan *vs* reste de la population) qui se sont creusés au fil du temps. La société malgache est ainsi fortement fragmentée. La population atomisée du fait de la géographie de l'île l'est d'autant plus que les corps intermédiaires formels et informels censés relayer leur voix sont atrophies. De ce fait, les élites au pouvoir ne sont pas incitées à porter une vision de long terme et à promouvoir les intérêts de la base. Leur stratégie consiste plutôt à mettre en place des alliances avec des groupes potentiellement influents mais aussi dotés d'un pouvoir déstabilisateur. Cependant, ces alliances au sommet de l'État sont mouvantes, fragiles et limitées. Irrémédiablement, elles finissent par engendrer l'exclusion et la frustration d'une partie de l'élite. Compte tenu de la faiblesse généralisée des institutions et des organisations, y compris de l'armée, le groupe élitare exclu cherche à faire tomber le pouvoir en place en mobilisant une population dont les aspirations sont ignorées. Madagascar semble donc condamné à cette instabilité chronique dont les seuls bénéficiaires sont un cercle restreint d'élites. Seul un processus d'inclusion de la population permettra de casser ce cercle vicieux et d'enclencher le développement du pays. Reste à trouver les acteurs de cette grande transformation.

Bibliographie

- Althabe, G.** (1980), « Les luttes sociales à Tananarive en 1972 », *Cahiers d'études africaines*, n° 80, p. 407-447.
- Archer, R.** (1976), *Madagascar depuis 1972. La marche d'une révolution*, Paris, L'Harmattan.
- Banque mondiale** (2009), « Pour que la terre tourne... aussi à Madagascar. Vers un agenda de relance économique », http://blogs.worldbank.org/files/african/Madagascar_Update_in_French.pdf.
- Banque mondiale** (2013a), "Republic of Madagascar. Primary Education in Times of Crisis", World Bank Document, report n° ACS6584.
- Banque mondiale** (2013b), « Madagascar. Vue d'ensemble », www.banquemondiale.org.
- Bloch, M.** (1983), « La séparation du pouvoir et du rang comme processus d'évolution. Une esquisse du développement des royautes dans le centre de Madagascar » in F. Raison-Jourde, *Les Souverains de Madagascar. L'histoire royale et ses résurgences contemporaines*, Paris, Karthala, p. 265-298.
- Cadoux, C.** (1993), « La constitution de la Troisième République malgache », *Politique africaine*, n° 52, p. 58-66.
- Cling, J.-P., Razafindrakoto, M., Roubaud, F.** (2005), "Export Processing Zones in Madagascar. A Success Story under Threat?", *World Development*, vol. XXXIII, n° 5, p. 785-803.
- Cole, J.** (2001), *Forget Colonialism? Sacrifice and the Art of Memory in Madagascar*, Oakland, University of California Press.
- Delval, R.** (1994), « Le fédéralisme, forme nouvelle de l'ethnicité », in F. Deleris, *Madagascar (1991-1994). Dans l'œil du cyclone*, Paris, L'Harmattan, p. 41-66.
- D'Ersu, L.** (2009), « Changement d'homme providentiel à Madagascar », *Études*, n° 4115.
- Dorosh, P. et al.** (2003), *Moteurs économiques pour la réduction de la pauvreté à Madagascar. Analyse économique améliorée pour la prise de décision à Madagascar*, USAID, Cornell University.
- Fanomezantsoa, A.** (1993), « Le régicide ambigu ou le mouvement de 1991 vu de Tamatave », *Politique africaine*, n° 52, p. 40-49.
- Galibert, D.** (2009), « Mobilisation populaire et répression à Madagascar », *Politique africaine*, n° 113, p. 139-151.
- Galibert, D.** (2011), *Les Gens de pouvoir à Madagascar*, Paris, Karthala.
- Gastineau, B., Gubert, F., Robilliard, A.-S., Roubaud, F.** (2010), *Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement*, Marseille, IRD Éditions.
- Gendarme, R.** (1960), *L'Économie de Madagascar. Diagnostic et perspectives de développement*, Paris, Cujas.
- Gingembre, M.** (2011), « Match religieux en terrain politique. Compétition entre Églises chrétiennes et chute du régime Ravalomanana à Madagascar », *Politique africaine*, n° 123, p. 51-72.
- Goguel, A.-M.** (2006), *Aux origines du mai malgache. Désir d'école et compétition sociale (1951-1972)*, Paris, Karthala et AUF.
- Gubert, F., Robilliard, A.-S.** (2010), « Croissance et pauvreté à Madagascar : un aperçu de la dernière décennie (1997-2007) », in B. Gastineau, F. Gubert, A.-S. Robilliard, F. Roubaud (dir.), *Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement*, Marseille, IRD Éditions, p. 25-52.
- Hugon, P.** (1976), *Économie et enseignement à Madagascar*, Paris, IIEP.
- Hugon, P.** (1986), « La crise économique à Madagascar et l'intervention du Fonds monétaire international », *Canadian Journal of African Studies*, vol. XX, n° 2, p. 186-218.
- Hugon, P.** (1989a), « Conjoncture et politiques économiques depuis l'indépendance », *Annuaire des pays de l'océan Indien*, vol. 1, 1974, in Jean Benoist et Centre d'études de géographie tropicale (Talence, Gironde), *La Deuxième République malgache*, Aix-en-Provence, CEGET, Presses universitaires d'Aix-Marseille, p. 53-72.
- Hugon, P.** (1989b), « Incidences sociales des politiques d'ajustement », *Tiers-Monde*, n° 117, p. 59-84.
- Jerven, M.** (2013), *Poor Numbers. How we are Misled by African Development Statistics and what to Do about It*, Ithaca et Londres, Cornell University Press.
- Jütersonke, O., Kartas, M.** (2010), *Peace and Conflict Impact Assessment (PCIA)*, Madagascar, Genève, IHEID.
- Kantorowicz, E.** (1989), *Les deux corps du Roi (1957)*, Gallimard, Paris.
- Khan, M.** (2010), "Political Settlements and the Governance of Growth-Enhancing Institutions", SOAS Working Paper.
- Lahiniriko, D.-A.** (2012), « Les structures politiques nationalistes tananariviennes de la Seconde Guerre mondiale à la Première République. Union, unanimisme et division partisane dans la culture politique nationaliste (1945-1958) », thèse de doctorat, université d'Antananarivo et Paris-1.
- Leymarie, P.** (1989), « Le président Ratsiraka, champion de l'entreprise privée », *Le Monde diplomatique*, janvier.
- North, D., Wallis, J., Webb, S., Weingast, B.** (2012), *In the Shadow of Violence. Politics, Economics and the Problem of Development*, Cambridge et New York, Cambridge University Press.

- North, D., Wallis, J., Weingast, B.** (2009), *Violence and Social Order*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Paternostro, S., Razafindravonona, J., Stifel, D.** (2001), "Changes in Poverty in Madagascar (1993-1999)", Africa Region Working Paper Series, n° 19, Washington DC, Banque mondiale.
- Pellerin, M.** (2009), « Madagascar : un conflit d'entrepreneurs ? Figures de la réussite économique et compétitions politiques », *Politique africaine*, n° 113, p. 12-165.
- Rabetafika, R.** (1990), *Réforme fiscale et révolution socialiste à Madagascar*, Paris, L'Harmattan.
- Raison, J.-P.** (1973), « Utilisation du sol et organisation de l'espace en Imerina ancienne », *Tany Malagasy*, n° 13.
- Raison, J.-P.** (1991), « Dynamismes ruraux et contrastes fonciers dans Madagascar en crise », *Revue Tiers-Monde*, n° 128, p. 901-915.
- Raison, J.-P.** (2002), « Économie politique et géopolitique des barrages routiers », *Politique africaine*, n° 86, p. 120-137.
- Raison-Jourde, F.** (dir.) (1983), *Les Souverains de Madagascar. L'histoire royale et ses résurgences contemporaines*, Paris, Karthala.
- Raison-Jourde, F.** (1991), *Bible et pouvoir à Madagascar au XIX^e siècle : invention d'une identité chrétienne et construction de l'État (1780-1880)*, Paris, Karthala.
- Raison-Jourde, F.** (1995), "The Madagascan Churches in the Political Arena and their Contribution to the Change of Regime (1990-1993)", in P. Clifford (ed.), *The Christian Churches and the Democratisation of Africa*, Leiden, E.J. Brill, p. 292-301.
- Raison-Jourde, F., Roy, G.** (2010), *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar : de Monja Jaona à Ratsimandrava (1960-1975)*, Paris, Karthala.
- Ramamonjisoa, J.** (1984), « Blancs et Noirs : les dimensions de l'inégalité sociale. Documents sociolinguistiques », *Cahiers des sciences sociales*, n° 1, université de Madagascar, p. 39-45.
- Ramasy, J.-F.** (2010), « Madagascar : les forces armées garantes de la stabilité politique et démocratique ? », *Identity, Culture and Politics*, vol. XI, n° 2, p. 1-42.
- Ramasy, J.-F.** (2012), « Militaires et système politique », in S. Randrianja (dir.) (2012), *Madagascar, le coup d'État de mars 2009*, Paris, Karthala, p. 67-96.
- Randriamalala, H., Liu, Z.** (2010), « Bois de rose de Madagascar : entre démocratie et protection de la nature », *Madagascar Conservation and Development*, vol. V, n° 1, p. 11-22.
- Randriamaro, J.-R.** (1997), *PADESM et luttes politiques à Madagascar. De la fin de la Deuxième Guerre mondiale à la naissance du PSD*, Karthala, Paris.
- Randrianja, S.** (2005), « Ravalomanana, 2002-2005. Des produits laitiers aux affaires nationales », Working Paper Swisspeace, Bern, mars.
- Randrianja, S.** (2012), « Les années Ravalomanana (2002-2009) », in S. Randrianja (dir.), *Madagascar, le coup d'État de mars 2009*, Paris, Karthala, p. 239-277.
- Randrianja, S., Ellis, S.** (2009), *Madagascar. A Short History*, Chicago, University of Chicago Press.
- Ravaloson, R.** (2000), *Transition démocratique à Madagascar*, Paris, L'Harmattan.
- Razafimbelo, C.** (1997), « Histoire de Madagascar : l'indépendance », *Didaktika*.
- Razafindrakoto, M., Razafindrazaka, D., Wachsberger, J.-M.** (2009), « Les Malgaches et la démocratie : principes, fonctionnement, participation », *Afrobarometer Briefing Paper*, n° 64.
- Razafindrakoto, M., Roubaud, F.** (1999), « La dynamique du marché du travail dans l'agglomération d'Antananarivo entre 1995 et 1999 : la croissance économique profite-t-elle aux ménages ? », *Revue Économie de Madagascar*, n° 4, p. 103-137.
- Razafindrakoto, M., Roubaud, F.** (2002), « Madagascar à la croisée des chemins : la croissance durable est-elle possible ? », *Afrique contemporaine*, n° 202-203, p. 75-92.
- Razafindrakoto, M., Roubaud, F.** (2003), "Wage and Corruption. The Case of Madagascar", *Global Corruption Report 2003*, Transparency International, p. 292-294.
- Razafindrakoto, M., Roubaud, F.** (2010), « La pauvreté urbaine à Madagascar : dynamique, déterminants et politiques », in B. Gastineau, F. Gubert, A.-S. Robilliard, F. Roubaud (éds.), *Madagascar sur le chemin des OMD*, Marseille, IRD Éditions, p. 87-118.
- Razafindrakoto, M., Roubaud, F., Wachsberger, J.-M.** (2014), « L'île mystérieuse : une approche d'économie politique de la trajectoire longue de Madagascar », *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, Special Issue.
- Razafindralambo, L.N.** (2005a), « Construction d'identité et relations de dépendance : descendants d'anciens maîtres et descendants d'anciens "esclaves" en Imerina », *Taloha*, n° 14-15.
- Razafindralambo, L.N.** (2005b), « Inégalité, exclusion, représentations sur les Hautes Terres centrales de Madagascar », *Cahiers d'études africaines*, vol. XLV, n° 3-4, p. 879-903.
- Roubaud, F.** (2000), *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?*, Paris, L'Harmattan.
- Spacensky, A.** (1970), *Madagascar : cinquante ans de vie politique, de Ralaimongo à Tsiranana*, Paris, Nouvelles Éditions latines.

Tronchon, J. (1974), *L'Insurrection malgache de 1947. Essai d'interprétation historique*, Paris, Maspero.

Tronchon, J. (1995), « Madagascar : Église et non-violence », *Autres Temps. Cahiers d'éthique sociale et politique*, n° 46, p. 52-77.

Urfer, S. (1993), « Quand les Églises entrent en politique... », *Politique africaine*, n° 52, p. 31-39.

Vérin, P. (1990), *Madagascar*, Karthala, Paris.

Vivier, J.-L. (2007), *Madagascar sous Ravalomanana : la vie politique malgache depuis 2001*, L'Harmattan, Paris.